



Le Proche-Orient et les élections à venir

Les élections présidentielles auront lieu dans quelques semaines. Elles seront suivies, en juin, par les élections législatives.

Que constate-t-on ? La priorité accordée actuellement par les candidats et les candidates à répondre aux difficultés des Français dans des domaines tels que le chômage, l'éducation, le logement, la vie chère etc...

C'est normal. Ce qui l'est moins, c'est l'absence quasi générale de déclarations portant sur la politique étrangère de la France et particulièrement sur ce qui nous préoccupe, nous militants de la Palestine, à savoir l'avenir du peuple palestinien et le règlement du conflit israélo-palestinien.

La situation très préoccupante dans la région du Moyen-Orient n'aurait-elle aucune incidence sur la vie des Français ?

Nos futurs responsables n'auraient-ils aucun projet avouable sur des thèmes tels que la poudrière du Proche-Orient, l'affaire du nucléaire iranien, la guerre en Irak ?

N'interviendront-ils que lorsqu'il sera trop tard, obligés alors de suivre les Etats-Unis et son acolyte Israël dans une catastrophe que d'aucuns prédisent mondiale ?

On sait qu'un règlement de la situation dans cette partie du monde ne sera possible que par un règlement définitif du conflit israélo-palestinien dans les plus brefs délais.

C'est la raison pour laquelle sous le titre «LE DROIT POUR LA PAIX», la Plateforme des ONG pour la Palestine a adressé aux candidats un questionnaire dont vous trouverez le texte dans le présent bulletin (pages 10 et 11).

Nous suivrons avec intérêt les réponses à ce questionnaire et nous ne manquerons pas d'en faire une importante diffusion.

De même, les candidats aux élections législatives de notre département seront interpellés afin d'obtenir un positionnement clair de leur part.

Eduard Devillers

**Revue de l'Association
C/O Maison du Monde
509 patio des terrasses
91034 EVRY-CEDEX
Fax : 01 60 78 55 33**

Massacre à BEIT HANOUN (Bande de Gaza) en novembre 2006

Jusqu'où ira l'impunité du gouvernement israélien ?

Le 2 décembre 2006, jour de solidarité avec le peuple palestinien, Evry-Palestine a soutenu l'initiative du rassemblement des Femmes en noir à la Fontaine des Innocents à Paris et s'est joint à côté d'autres associations de solidarité pour la Palestine, à l'appel de tous les anticolonialistes israéliens, pour mettre fin au siège de Gaza, au massacre du Peuple palestinien et demander la reprise des négociations avec la direction palestinienne démocratiquement élue.

Le siège de Gaza a duré plusieurs jours au cours desquels 56 Palestiniens ont été tués. L'armée israélienne avait bombardé le 8 novembre un quartier résidentiel de Beit Hanoun, au nord de la Bande de Gaza : 18 Palestiniens dont 8 enfants avaient péri dans le bombardement. Manuel Valls réclamait «l'arrêt immédiat des opérations militaires dans la Bande de Gaza où des centaines de milliers de personnes vivent dans des conditions de plus en plus insupportables, à l'image du camp de Khan Younis, jumelé avec Evry».

Les excuses formulées par le gouvernement israélien ne changeaient rien au fait qu'il s'agissait d'un crime de guerre de plus selon la 4ème Convention de Genève. Cela exige jugement et condamnation de ses auteurs.

La multiplication des crimes de guerre israéliens contre le Peuple palestinien s'inscrit dans une stratégie plus globale : poursuite de la politique coloniale d'annexion expulsion d'une partie de la Cisjordanie (blocs de colonies illégales et Vallée du Jourdain), d'annexion de Jérusalem-Est pour rendre impossible la naissance d'un Etat palestinien, politique de délégitimation et de désautono-

misation du gouvernement palestinien mis à mal par les sanctions économiques que sont la confiscation des taxes dues par l'Etat d'Israël et la suspension de l'aide européenne.

Aujourd'hui, l'accord de la Mecque qui a permis la formation d'un gouvernement d'union palestinienne conclu entre Fatah et Hamas doit être soutenu. En dehors de l'évitement d'une guerre civile intra-palestinienne qui se dessinait dans l'opposition sanglante des factions armées, il doit permettre la levée de l'embargo qui frappe tout le Peuple palestinien et «l'ouverture des canaux politiques avec les Israéliens pour entamer des négociations et parvenir à des solutions définitives» selon Mahmoud Abbas en visite à Paris le 24 février 2007. «Nous sommes des partenaires pour la paix» disait-il à J. Chirac.

L'Europe doit mettre fin à sa politique de deux poids deux mesures. Doit-elle continuer à exiger du Hamas le respect des trois conditions : reconnaissance de l'Etat d'Israël, respect des accords signés et arrêt de la violence alors qu'aucune condition n'est imposée à Israël qui continue en toute impunité à ne pas reconnaître le droit du Peuple palestinien à un Etat indépendant sur les frontières de 1967, à violer les accords signés (colonisation et annexion) et à exercer des violences comme moyens de pression sur la population civile palestinienne.

Quelle va être la position de la France alors que l'occupation se poursuit depuis 40 ans et que le droit est violé par Israël en toute impunité.

Dominique Pallarès

Lire sur le site AFPS (www.france-palestine.org) : Palestine : de la guerre civile à l'entente nationale - J.F. Legrain (18/2/2007)

Rappel important :

Le refus d'acheter des produits israéliens.

Un premier repère est le code barre commençant par 729.

Mais d'autres produits portent d'autres codes : il est donc nécessaire de vérifier soigneusement les étiquettes et les marques.

Liste à consulter sur :

<http://www.ism-France.org>

L'artisanat palestinien

les savons : en coffret ou à l'unité, ce

savon est entièrement naturel. Il comprend

72% d'huile d'olive palestinienne, aucun

produit pharmaceutique, résiste à l'usure,

lave bien.... et ne fond pas.

SIX HEURES POUR LA PALESTINE

Malgré la multiplicité de nombreuses manifestations locales, ce 25 novembre 2006, c'est plus de 300 personnes qui ont participé aux 6 heures pour la Palestine.

Cette manifestation se tenait dans la salle du Conseil et des mariages de l'Hôtel de Ville d'Evry.

Abondamment décorée de drapeaux palestiniens, de photos et du patchwork dont une partie a été faite, sur place, par les femmes du camp de réfugiés de KHAN YOUNIS (bande de Gaza), la salle a été animée, tout au long de l'après-midi, par de la musique, la récitation de poèmes et des débats.

La partie culturelle a été particulièrement appréciée avec un quatuor de musiciens qu'il convient de citer : Ramadan KHATTAB (naï et percussions), Ashraf DABBAB (oud et guitare), Mohamed AMER (violon alto) et Romain RENARD (violon). Ces artistes ont interprété de la musique palestinienne et arabe.

Marie-Claire BRACONNEAU et Elise POUICHELET accompagnées de Cécile CORNEVIN et lauren VAURIE, toutes les quatre du Théâtre de l'Alambic, ont lu des poèmes de Mahmoud DARWICH.

C'est enfin la merveilleuse interprétation par Mohamed KACIMI, photos à l'appui, de textes décrivant, parfois avec humour, la situation à Jérusalem et en Cisjordanie. M. KACIMI est écrivain et président de l'association Ecritures vagabondes.

Au cours de l'après-midi, ont pu prendre la parole pour exposer à l'assistance leurs actions de solidarité avec les Palestiniens : Amnesty International, La Maison du Monde, Génération Palestine (association de jeunes qui veut faire connaître aux jeunes la situation sur le terrain et les inviter à s'y rendre), le Secours catholique (Caritas) qui anime des projets d'urgence et de développement, les Femmes en noir qui se rassemblent tous les samedi de 15 à 17 heures, place de la Fontaine des innocents (forum des halles), et la revue Dialogue qui est une revue de discussion entre militants arabes et juifs de PALESTINE.

Au nom de l'Union départementale et de l'Union locale d'Evry de la CGT qui apporte son soutien à Evry-Palestine, l'intervenant signale que depuis de nombreuses années, la CGT soutient la lutte du Peuple palestinien. La CGT manifeste en particulier contre le contrat signé entre ISRAEL et ALSTOM et CONNEX pour la réalisation du tramway destiné à relier Jérusalem-Ouest à deux colonies construites illégalement en Cisjordanie et dont une partie traverserait le terri-

toire palestinien.

Toutes les associations locales et les organisations professionnelles avaient été invitées par Evry-Palestine à prendre la parole si elles le souhaitaient.

Il en était de même pour les partis politiques. C'est ainsi que se trouveront réunis sur l'estrade les représentants des partis qui sont intervenus dans l'ordre chronologique de leurs interventions : la LCR, le PCF, le PS, les Verts, l'UMP et l'UDF.

Tous, en quelques mots, ont repris avec bien sûr des tonalités différentes, les thèmes de la journée et marqué leur soutien et leur aide au Peuple palestinien si éprouvé, notamment en appuyant les actions envisagées dans le cadre des jumelages signés en mai dernier, entre la ville d'Evry et le camp de réfugiés de KHAN YOUNIS.

La journée s'est terminée par la conférence débat qui réunissait Hassan BALLAOUI, qui représentait Madame Hind KHOURI, déléguée générale de la Palestine en France, Manuel VALLS, député maire d'Evry, Denis SIFFERT rédacteur en chef de POLITIS, Richard WAGMAN, de l'Union juive pour la paix et Mohamed KACIMI, écrivain et président de l'association Ecritures vagabondes.

Nous avons invité le représentant du Comité populaire du camp de KHAN YOUNIS, qui s'est présenté à plusieurs reprises, pendant une semaine, à la frontière entre GAZA et l'Egypte mais n'a pu passer. Dominique Pallarès a lu, d'entrée, le message qu'il nous a envoyé, qui relatait la situation dramatique dans laquelle se trouvent les habitants de GAZA, et qui exprimait le soutien du Comité populaire à cet évènement.

La Bande de GAZA est complètement bouclée, l'aéroport et la centrale électrique détruits, les maisons dynamitées, les assassinats de militants et les dégâts dits collatéraux... Quatre cents Palestiniens ont été tués à GAZA depuis juin, la moitié du Gouvernement palestinien est emprisonné. Monsieur BALLAOUI qualifiait la situation à GAZA de «processus de massacre lent» et ce, dans le silence de la Communauté internationale.

Le représentant en France du Conseil national palestinien a précisé que le territoire contrôlé par les Palestiniens (mais battu en brèche par les Israéliens) ne représente que 22% de la Palestine historique de 1947.



Malgré l'obtention par Mahmoud ABBAS d'une trêve de l'ensemble des organisations palestiniennes, ISRAEL continue sa politique d'agression et ne reconnaît pas le Président palestinien comme représentatif!

La construction du mur tue, a-t-il souligné, toute possibilité de solution nationale.

Monsieur BALLAOUI a conclu en demandant expressément «une action de vos élus pour sauver la paix de cette région et l'équilibre international. Je salue la mairie d'Evry et son maire et l'action d'Evry-Palestine».

Manuel VALLS a insisté sur l'urgence d'intervenir rapidement. «On est dans une phase de négation des droits et de la culture du peuple palestinien».

La Communauté internationale est paralysée par le conflit irakien, elle refuse de faire de la résolution du conflit israélo-palestinien une priorité et seule la pression de l'opinion internationale pourra changer la donne. En Israël, a-t-il ajouté, on a affaire à un gouvernement médiocre et dangereux et les travaillistes se sont perdus dans l'alliance avec OLMERT.

L'ensemble des intervenants ont insisté sur les points suivants :

- Le conflit est de nature coloniale et exclusivement coloniale, on ne peut en sortir que par un processus de décolonisation.
- Le Peuple palestinien porte en lui des idéaux de paix et de démocratie, il est l'un des seuls dans la région à le faire.
- Il y a menace de disparition à moyen terme de sa culture et de sa «mémoire».
- Son éclatement ou sa disparition auraient des conséquences dramatiques au niveau du Moyen Orient et de l'équilibre mondial.

C'est pourquoi le soutien et la solidarité sont nécessaires d'urgence.

En conclusion, une manifestation réussie qui a réuni sympathisants de la cause palestinienne pour obliger les responsables politiques à agir rapidement en faveur d'une paix juste au Proche-Orient.

Dominique Pallarès et Edouard Devillers

Inauguration du tramway parisien : manifestation contre le projet de construction du tramway à Jérusalem

À l'occasion de l'inauguration du tramway parisien, construit par Alstom, des délégations de diverses associations (Association France-Palestine Solidarité (AFPS), Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP), MRAP, Solidarité Palestine 18ème, Union des Etudiants Palestiniens (GUPS), Union Juive Française pour la Paix (UJFP), ...) sont venues Porte de Versailles pour informer et dénoncer pacifiquement la participation d'ALSTOM et VEOLIA à la construction d'un tramway israélien en territoire palestinien qui contribue à l'annexion illégale de Jérusalem-Est.

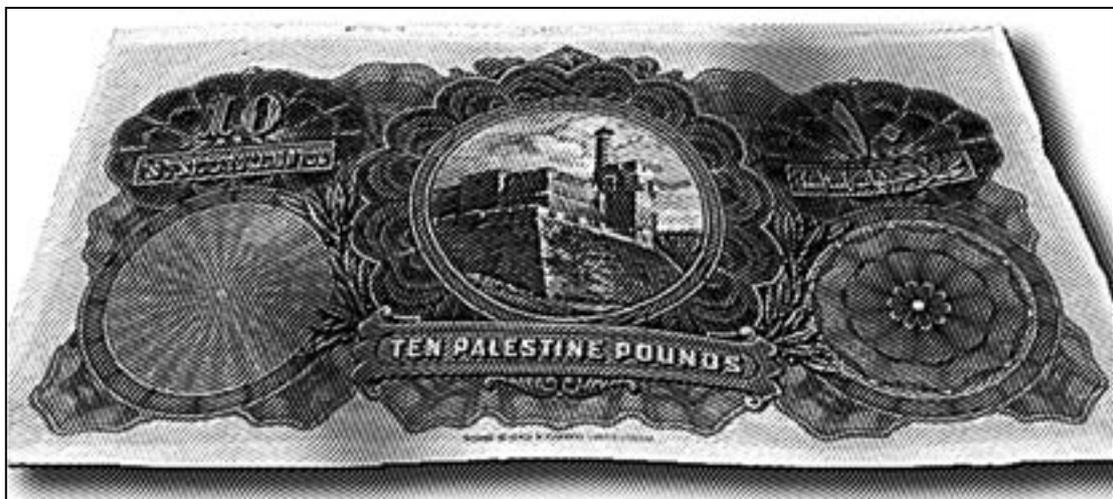
Alors que le responsable des services de police sur place avait été informé de la tenue de cette manifestation par la remise d'un dossier destiné à informer la presse, la police et la gendarmerie ont dispersé les protestataires en les chargeant violemment et en les refoulant dans la rue de Vaugirard. Ils ont ensuite embarqué une vingtaine de militants dont un membre du bureau national et un du conseil national, tous deux de l'AFPS. Ils ont été malmenés, plaqués au sol. Deux personnes arrêtées ont eu des arrêts de travail de 3 et 15 jours. Toutes ont été emmenées au commissariat du 18e arrondissement avant d'être relâchées quelques heures plus tard.

Jean, un militant de notre Association était présent. Il a d'ailleurs pris plusieurs photos qui témoignent de la violence policière.

Est-il encore permis de s'exprimer en France ?
se demande notre ami.

L'AFPS a engagé une action judiciaire pour l'annulation des contrats signés par VEOLIA et ALSTOM sur la construction du tramway israélien, illégaux au regard du droit français et une action contre l'Etat français qui ne fait pas respecter la 4ème Convention de Genève.

Pour en savoir plus, consulter le site de l'AFPS :
<http://www.france-palestine.org>



Le tipi indien et la tente bédouine

Un Israélien a été fait prisonnier en Palestine. S'agissait-il d'un touriste en goguette ? Non, c'était un soldat d'une armée d'occupation. Que demandent les ravisseurs en échange de sa libération ? De l'argent ? Un sauf-conduit ? Non, ils exigent l'élargissement d'une partie des dix mille prisonniers palestiniens qui croupissent dans les prisons israéliennes. Bon nombre de ces prisonniers sont en détention administrative, c'est-à-dire qu'ils peuvent être maintenus des années durant en prison sans bénéficier d'un procès. Sur les dix mille, il y a un millier de femmes et trois cents enfants. Que fait la communauté internationale ? Elle réclame la libération immédiate du soldat et s'accommode du maintien en prison d'hommes, de femmes, d'enfants, en violation des règles du droit. Pendant ce temps, Israël rase méthodiquement Gaza qu'elle vient de « quitter » sous les ovations émues de l'Occident. Ce dernier s'indignait-il de ce « retour » ? Non, il « comprend » la nécessité pour Israël de se défendre. Il condamne l'outrecuidance du peuple palestinien qui pousse l'arrogance jusqu'à vouloir se défendre contre l'occupation de son sol. Il condamne son entêtement à refuser un ordre qui nie son existence.

Deux Israéliens ont été capturés par le Hezbollah. S'agissait-il de promeneurs débouillonnés. Non, il s'agissait de soldats. Ont-ils été enlevés à Tel Aviv ? Non, ils se trouvaient au Liban, Etat en principe souverain. Ces mêmes Occidentaux qui ont fait le « cadeau » au Liban de l'affranchir de la tutelle syrienne ont-ils été aussi prompts à réagir à l'affront fait à sa souveraineté ? Après avoir chassé les soldats syriens du Liban, ont-ils fait

montre de la même détermination, de la même indignation, en apprenant que des soldats d'une armée étrangère se « baguenaudaient » dans ce pays ? Non. Ils condamnent la « provocation » du Hezbollah et réclament la libération des deux soldats. Pendant ce temps, Israël rase le Liban, tue les civils, les femmes, les enfants, détruit ponts, routes, aéroports, centrales électriques, réseaux de télécommunications. Au mieux, les dirigeants occidentaux jugent la réaction d'Israël disproportionnée en ayant auparavant pris soin de condamner la « provocation » du Hezbollah. Les Etats-Unis n'ont pas, quant à eux, ces pudeurs de rosières et approvisionnent généreusement la machine de mort israélienne en armement et en bombes.

Foin des résolutions internationales, foin des conventions de Genève, foin des avis de la Cour Internationale de Justice. Israël et les Etats-Unis, couple obscène, sont bien au-dessus de ces contingences. Ils sèment la mort et la terreur au nom de la guerre qu'ils prétendent mener contre... la terreur. Le Liban, la Palestine, l'Irak sont dévastés. La Syrie et l'Iran sont menacés. Dans l'espoir que quelques miettes du festin promis lui seront dévolues, l'Europe, toute honte bue, leur emboîte le pas. Dans l'espoir que le suzerain de Washington les aidera à se maintenir sur leurs trônes bancals, les roitelets arabes font chorus...

Comment en est-on arrivé là ? Comment de telles ignominies sont-elles possibles ? Où sont passées les foules de Tel Aviv qui dénonçaient il y a vingt-quatre ans l'invasion du Liban et les massacres de Sabra et Chatila ? Que sont devenus les manifestants contre la guerre

du Vietnam ? Ce silence de l'opinion occidentale vaudrait-il approbation de la politique israélo-américaine ? Non, sans doute. De nombreux Européens sont probablement révoltés par les images de mort et de destruction (images délivrées avec parcimonie par les médias occidentaux qui préfèrent s'appesantir sur le « calvaire » des familles israéliennes). Des Israéliens, des Américains, expriment avec courage leur rejet de cette politique. La majorité de l'opinion, toutefois, ne se situe plus dans le registre de la condamnation. Si elle exprime une certaine compassion pour les victimes, une certaine exaspération devant l'ampleur des dommages causés au Liban et à la Palestine, elle est aussi sensible au matraquage médiatique sur le choc des civilisations. Dans l'inconscient collectif occidental s'insinue lentement mais sûrement la conviction que son mode de vie, voire sa survie, sont tributaires du massacre de ses supposés ennemis mortels. Si « Paris vaut bien une messe » pour Henri IV, la suprématie blanche peut bien s'accommoder de quelques massacres, particulièrement quand ceux qui en font l'objet sont dans une altérité irréductible et menaçante.

Dernier acte en date : La pendaison de Saddam Hussein à l'aube du jour de la fête du sacrifice, une fête qui n'est pas que musulmane puisqu'elle commémore le geste du fondateur de tous les monothéismes, Abraham. C'est sans doute de propos délibéré que cette date a été choisie, que des « fuites » ont permis au monde entier de suivre l'exécution dans son intégralité. Il s'agit, là encore, de frapper les imaginations en théâtralisant le crime, en lui donnant une dimension bar-

bare, antique, symbolique de la lutte à mort dans laquelle les stratégies du choc des civilisations veulent nous engager. Dans la personne de Milosevic ou celle de Pinochet, les procès ou ébauches de procès se voulaient scrupuleusement légaux. Les formes étaient respectées, tellement respectées qu'ils ont tous deux échappé, par la grâce de la mort, au jugement des hommes. C'est un gladiateur qui a été tué au petit matin à Bagdad. S'il n'y a plus de foules vociférantes pour saluer la mise à mort, il y a l'hypocrisie des gouvernants européens qui concèdent du bout des lèvres leur aversion de principe pour la peine capitale mais qui doivent être bien contents au fond d'eux-mêmes que d'autres aient fait la sale besogne. Astuce suprême : Un haut fonctionnaire américain, anonyme bien entendu, nous apprend que les Etats-Unis ont tenté en vain de faire retarder l'exécution. Message subliminal : Le « monde civilisé » est innocent de la barbarie. Ceux qui ont tué Saddam le jour de la fête du sacrifice appartiennent au même monde que lui. Ils ont beau avoir fait allégeance aux Etats-Unis, ils ne sont que des alliés tactiques qu'il faudra finir par réduire. L'opinion occidentale ne s'y est pas trompée. Elle englobe chiïtes, sunnites, kurdes, dans un même opprobre craintif. Elle n'a pas plus d'égards pour les Koweïtiens qui applaudissent la mort du tyran que pour les Libyens qui la condamnent.

L'erreur tragique de bon nombre de nos gouvernants est de croire en leur survie en donnant des gages de soumission aux Etats-Unis. Craignant et méprisant tout à la fois leurs propres peuples, ils préfèrent mettre leur destin entre les mains de leur suzerain. Les

seigneurs féodaux d'autrefois s'assuraient que leurs vassaux « tenaient » bien leurs serfs. Les Etats-Unis savent bien que leurs protégés ne « tiennent » pas leurs peuples, qu'ils ne se promènent pas dans les rues, qu'ils vivent reclus dans leurs riches palais, qu'ils ne perçoivent pas le bruit du dehors, des courtisans attentifs prenant soin d'en atténuer l'écho. Ces gouvernants ne sont rien de plus que des supplétifs de luxe. Ils subiront sans doute le même sort que les harkis qui, après avoir servi la France, ont été interdits d'embarquement sur les bateaux de l'exode. Leur sort n'est rien au regard de l'Histoire. Le drame est qu'ils bloquent toute velléité de développement. Le cœur du monde bat de moins en moins en Méditerranée, de plus en plus entre Atlantique et Pacifique. Le monde arabe, pétrifié dans son insignifiance, a pour seule fonction d'alimenter en énergie l'humanité laborieuse, créatrice, qui se déploie à l'Ouest et en Extrême-Orient. Telle une vieille douairière dont on connaît la richesse et dont on suppose la fin prochaine, il subit les assauts extérieurs. Des pays sont mis sous tutelle, empêchés d'émerger, voire, comme dans le cas de l'Irak, annihilés.

A moins d'une révolution copernicienne, démocratisation réelle des institutions, libération des énergies créatrices, restauration d'une véritable justice, le monde arabe signerait sa sortie de l'Histoire.

Rien ne ressemble plus à un tipi indien qu'une tente bédouine...

Brahim SENOUCI

(texte publié dans un quotidien algérien - janvier 2007)



BEIT HANOUN

**A Jenine un coin de terre
Recèle le corps d'une fillette
Oisillon écrasée dans le nid**

**Comment regarder le coquelicot
Vivre la pluie tropicale
La plénitude dans les yeux
La complainte des pourquoi**

**Ce soir le oud et mon amertume
Dans son chant balafre**

**Hier Jenine
Aujourd'hui soleil de fer de pleurs et de sang
Sur Beit Hanoun**

Roland Lombard

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le livre «Une terre pour deux peuples» de Ilan PAPPÉ. Il relate l'histoire du Proche-Orient du milieu du 19e siècle à nos jours cherchant à remettre au centre de ce récit le peuple sans négliger le rôle des élites et des différents événements mondiaux de la période.

A lire absolument pour comprendre clairement les nombreux obstacles - historiques, humains, religieux et politiques - qui rendent si difficiles aujourd'hui les tentatives de paix dans cette région.

Vous trouverez cet ouvrage à la médiathèque d'Evry ainsi que «Les banlieues, le Proche-Orient et nous» de Leila Shahid, Michel Warschawski et Dominique Vidal.

Edouard Devillers

LIRE

Le Monde Diplomatique de février 2007:

«Comment Israël confisque Jérusalem-Est» - D. Vidal et Ph. Rekacewicz - «Un tramway français nommé schizophrénie»

- D.V. et Ph.Re.

Le Monde Diplomatique de mars 2007:

«Israël-Palestine : l'heure d'un Etat binational est-elle venue ?» - Leïla Farsakh



Vient nécessairement le temps de la colère. Colère devant les images de centaines d'enfants et de femmes froidement abattus, depuis 1948, à Gaza et en Cisjordanie. Colère devant les maisons dynamitées, les assassinats ciblés de militants, l'emprisonnement de dirigeants palestiniens dûment élus par leur peuple.

Colère devant le soutien irréfragable de l'Occident à Israël, quels que soient les crimes perpétrés par ce dernier.

Raphaël Confiant, écrivain martiniquais.

Sans être d'accord avec les positions idéologiques soutenues, par ailleurs, par cet écrivain, nous ne pouvons que partager ce cri de colère.

Edouard Devillers

La Palestine s'offre des Beaux-Arts

par Benjamin Barthe (publié dans *Le Monde* du 9 janvier 2007)

« Les Etats-Unis et Israël ont réussi à convaincre le monde que nous sommes des terroristes. Mais nous, nous voulons juste être des êtres humains, et l'art, dans cette optique, a un rôle majeur. »

Tout a commencé un soir de l'été 2004, lors d'un dîner donné par Mazen Qupty, un avocat renommé de Jérusalem-Est, qui possède la plus vaste collection d'art palestinien au monde. La singulière beauté des toiles accrochées sur les murs de son salon enthousiasme ses invités, des diplomates étrangers. Il y a un bouquet de fleurs à la mode impressionniste, une scène folklorique nimbée d'une lumière orangée, un vaste damier de collages et de couleurs, des nus stylisés et, en face de la table de la salle à manger, une fantasmagorie avec un gamin sur une balançoire, entourée de figurines de femmes.

L'idée que ces oeuvres ne constituent qu'un échantillon de la collection, riche de 160 tableaux, les invités s'étonnent que leur hôte n'ait pas encore eu l'idée de faire un musée. «Je leur ai aussitôt répondu que c'était un rêve, un beau rêve, mais un rêve irréalisable, raconte Mazen Qupty, un élégant quinquagénaire qui s'est fait un nom et une fortune en défendant les intérêts des Eglises chrétiennes en Terre sainte. Dans le contexte actuel, les Palestiniens ont bien d'autres priorités que l'art.»

L'argument n'a convaincu personne, pas même son auteur. Quelques mois plus tard, Mazen Qupty réunissait une vingtaine d'artistes et d'hommes d'affaires palestiniens désireux de relever le défi et, au printemps 2006, la galerie Al-Hoash, embryon du futur Musée national d'art contemporain palestinien, ouvrait au coeur de la Jérusalem arabe. «Tout commence par un rêve», sourit l'avocat, naturellement nommé directeur du conseil d'administration.

Vernissages, rétrospectives, ateliers, visites pour les écoliers et les femmes du quartier... En quelques mois, l'endroit a fait ses preuves : il a dynamisé la scène artistique palestinienne et redonné du souffle à une communauté en mal d'identité, du fait du mur qui l'isole de la Cisjordanie et de la fermeture par les autorités israéliennes de la Maison d'Orient, siège officieux de l'Autorité palestinienne à Jérusalem. «En arabe, Al-Hoash désigne la cour intérieure des maisons, explique la conservatrice, Salwa Mikdadi, qui a participé au lancement du projet avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement et du

Musée national d'art norvégien. C'est un espace traditionnel où la famille reçoit les invités. Le choix de ce terme est intentionnel. Nous voulons créer un centre artistique qui satisfasse non pas les désirs de l'élite mais les besoins de la communauté.»

Dans l'esprit des fondateurs, le lieu et l'appellation sont temporaires. Mazen Qupty et les personnalités qui l'épaulent dans cette aventure, comme Zahi Khouri et Mounib Al-Masri, deux des entrepreneurs les plus fortunés des territoires, planchent déjà sur l'étape suivante : la construction d'un véritable musée, auquel Mazen Qupty s'est d'ores et déjà engagé à céder sa collection. «Il est déterminant de rassembler notre patrimoine et de montrer ce que nous savons faire, dit le bienfaiteur des artistes palestiniens. Les Etats-Unis et Israël ont réussi à convaincre le monde que nous sommes des terroristes. Mais nous, nous voulons juste être des êtres humains, et l'art, dans cette optique, a un rôle majeur.»

Le projet, qui pourrait prendre la forme d'un village comprenant ateliers et résidences d'artistes, est chiffré à près de 20 millions de dollars. «Comparée aux 400 millions de dollars que va coûter le Musée Guggenheim à Abou Dhabi, notre ambition paraît modeste, mais, à l'échelle de la Palestine, c'est un immense chantier», dit M. Qupty.

L'un des principaux obstacles tient au manque de personnel qualifié. Et, jusqu'à la fin des années 1980, les autorités militaires israéliennes ont entravé l'enseignement des beaux-arts dans les universités palestiniennes. «Cela participait de la même idée que de bannir l'usage du drapeau palestinien ou de prévenir la vente de certains livres, raconte Rime Fadda, directrice de l'Association palestinienne pour l'art contemporain. Il s'agissait, et dans une certaine mesure il s'agit toujours, d'empêcher toute forme d'expression identitaire collective.»

Beaucoup d'artistes qui ont grandi dans les années 1970 et 1980 se sont formés sur le tas, comme Khaled Hourani, devenu à 41 ans l'un des plasticiens palestiniens les plus remarquables. D'autres, parce qu'ils décrochèrent une bourse ou parce que leur famille fut chassée de Palestine en 1948, ont étudié à l'étranger, comme le peintre Samir Salameh, âgé de 62 ans, qui fit les Beaux-Arts à Paris.

Aujourd'hui, grâce au soutien des Consuls étrangers, cette chance

est donnée à un nombre grandissant de jeunes talents, comme Jawad Al-Malhi, un autodidacte parti se perfectionner à Londres. Comparés à leurs voisins jordaniens, les artistes palestiniens témoignent d'une fécondité rare, qui perce de plus en plus sur la scène internationale, notamment dans le domaine de la photo et de la vidéo. Ainsi, la jeune photographe Emily Jacir, qui partage son temps entre Ramallah et New York.

Mais le carcan de l'occupation, plus rigide que jamais depuis le début de l'Intifada, entrave toujours de nombreuses vocations. «Du fait du bouclage de la bande de Gaza, il est impossible de faire venir les créateurs qui y vivent dans les ateliers que nous organisons en Cisjordanie, dit Rime Fadda. Récemment, un jeune artiste de Ramallah qui avait obtenu une bourse pour étudier à l'étranger a été empêché de quitter le pays par l'armée israélienne.»

Catherine David, une conservatrice française, membre du jury du concours du meilleur jeune artiste de l'année, organisé fin 2006 par la Fondation Qattan de Ramallah, constate que cette situation se ressent sur la production. «On remarque une tendance au repli sur soi. Beaucoup d'oeuvres sont de l'ordre de la compulsion privée, alors que le travail consiste justement à prendre de la distance par rapport au monde et au matériau.» Sa collègue Salwa Mikdadi est plus optimiste : «En dépit de la situation, le milieu artistique palestinien regorge d'énergie. C'est comme un ballon que l'on écrase et qui rebondit à chaque fois.»

Pour encadrer ce vivier, l'omniprésent Mazen Qupty et ses complices ont fondé une Académie d'art à Ramallah, qui devrait dispenser dès cette année une formation aux techniques de création contemporaines, en rupture avec l'académisme professé depuis dix ans dans les facultés de Naplouse et de Gaza. Une partie du personnel du futur musée a été envoyée à l'étranger pour se familiariser avec les méthodes modernes de gestion et de préservation du patrimoine artistique. Ouverture prévue dans une dizaine d'années. En espérant, précise M. Qupty, que «les autorités israéliennes consentiront à nous délivrer un permis de construire». Ou bien qu'à cette date, rêve ultime, Jérusalem-Est ne sera plus occupée.

Qu'avons-nous fait de Gaza, de la Palestine

Le temps n'est plus à la métaphore, aux euphémismes. Les témoignages qui nous parviennent de Gaza, de la Palestine dans son ensemble, constituent un réquisitoire sans appel : c'est le cri d'un peuple qui subit depuis des années le joug de l'occupant. Le bouclage de la Palestine, l'étouffement économique, le siège n'a jamais été aussi sévère. Un rapport récent de la Banque Mondiale affirme que la Cisjordanie et la bande de Gaza seront confrontés à une récession économique sans précédent. Les revenus réels diminueront au moins d'un tiers, et la pauvreté affectera deux tiers de la population.

On affame un peuple. On l'incarcère dans une gigantesque prison. On lui interdit l'espoir d'une vie digne de ce nom. Une situation inadmissible par tous les critères sur lesquels l'Occident s'efforce de bâtir son éthique.

Le drame des Palestiniens s'est considérablement aggravé depuis qu'il a porté au pouvoir, démocratiquement, le parti dans lequel il voyait une possibilité de lutte contre la corruption, une résistance à l'occupation plus efficace que celle de dirigeants trop enclins à baisser le ton devant les exigences des USA. Les gouvernements occidentaux appliquent des sanctions économiques et politiques au prétexte que ce parti a été classé par Bush et son administration au rang des organisations terroristes, arbitrairement, alors qu'aucune pression n'est exercée sur Israël, qui poursuit un terrorisme d'état de grande envergure et bafoue le droit international.

A tous les égards, l'impunité dont jouit Israël instaure un régime de deux poids deux mesures, inacceptable et dangereux. Elle nourrit amertume et rancœur au sein de ceux qui en sont victimes. Elle discrédite les gouvernements occidentaux dans leur prétention à imposer au monde un idéal basé sur le respect de l'individu et la justice.

Comment en est-on arrivé là ? Beaucoup d'entre nous ont accueilli, dès la fin de la seconde guerre mondiale, avec

bienveillance la création de l'état d'Israël, adoptant sans critique le fameux slogan « une terre sans peuple pour un peuple sans terre », dans une vision de paix rendant justice aux souffrances du peuple juif. Or c'était nier l'existence des Palestiniens vivant sur les territoires concédés à l'état hébreux (combien de villages rasés en 1948), disposer d'une terre n'appartenant pas aux puissances occidentales et faire payer aux Palestiniens un crime qu'ils n'avaient pas commis. Leur demander de reconnaître Israël, c'est leur demander d'entériner une dépossession imposée par la force, accepter le résultat des guerres de conquêtes, l'extension constante des colonies, la séquestration des terres et des ressources en eau par l'occupant. Si une bonne partie des Palestiniens voient dans le pragmatisme de l'acceptation du fait accompli une issue mettant un terme à l'oppression et aux humiliations, on peut comprendre que le renoncement ne soit pas le fait de tous.

Les opinions ont évolué, en particulier après Sabra et Chatila et la première intifada, constatant que ce qui avait pu passer pour la constitution d'un refuge était en réalité un projet colonialiste, entraînant apartheid et rejet des populations locales. Les récentes agressions sur Gaza et le Liban, leur lot de crimes de guerre, ont largement amplifié ce courant. Il amène à une prise de conscience du préjudice subi par les Palestiniens et des limites d'une politique basée sur les rapports de force.

Il n'y aura pas de paix au Moyen Orient sans une condamnation ferme d'Israël. Les recommandations restent lettre morte, comme il en va des résolutions de l'ONU dont plus de soixante ont été ignorées par Israël. La colonisation et les meurtres ciblés se poursuivent dans la quasi indifférence générale, l'arrêt de la Cour Internationale de Justice n'a pas freiné l'édification du mur jugé illégal.

Or nous sommes loin de compte, tant les autorités politiques et morales tenant les rennes des pays occidentaux rechignent à l'idée même de critiquer Israël. On a beau jeu de prétendre que

la morale des royaumes n'est pas celle régissant les sujets. Mais quand le prince outrepassé les préceptes sur lesquels il fonde sa loi, il fragilise son pouvoir et se rabaisse au niveau du chef de bande.

Qu'avons-nous fait de la Palestine, de Gaza ? Par delà les remontrances, il faut condamner les violences, et d'abord celles perpétrées par l'état d'Israël, soutenir les mouvements qui, en Israël, face à la mainmise de l'armée, lutte pour le respect des droits des Palestiniens. Il faut s'interroger sur nos propres responsabilités. Qu'avons-nous apporté de plus qu'un mélange de compassion et d'indifférence ? Si nous voulons que la situation change, il est indispensable que les opinions publiques se mobilisent pour exiger que nos idéaux de justice et de fraternité s'appliquent sans distinction de race ou de religion, sans arrière-pensée idéologique. Une voie dans laquelle les chrétiens devraient être les premiers à s'engager, gardant en tête qu'à ce niveau la critique et la condamnation des actes contraires au respect dû à l'Homme sont salutaires, dans la mesure où ils permettent à leurs auteurs de mettre un terme à leur aveuglement.

Notre mansuétude à l'égard du mensonge et de la spoliation a réduit la Palestine à un gigantesque ghetto où sévit un génocide larvé. Quel avenir se prépare ainsi pour ce peuple, et pour nous ?

Roland Lombard



Chaque semaine Evry-Palestine reçoit du comité Palestine 33 le rapport hebdomadaire du PCHR de Gaza traduit par Jacques Salles.

PCHR

Palestinian Center for Human Rights

<http://www.pchrgaza.org>

Palestine 33 - tel : 05 56 62 05 78

site : <http://palestine33.free.fr>

INFOS GAZA - 331 et 333

Les Forces israéliennes d'Occupation (FOI) entretiennent la terreur à la sortie des écoles

En Cisjordanie, le 15 février un civil est blessé par balle au cours d'une manifestation contre les travaux engagés aux abords de la mosquée Al Aqsa, un autre est blessé dans les mêmes circonstances à Azzoun. Le 16, un jeune et un journaliste sont blessés à leur tour au cours d'une manifestation à Hébron contre les travaux sous l'esplanade des mosquées. 7 autres civils dont un journaliste et 4 enfants sont blessés au cours d'une manifestation à Bi'Lin contre la construction du mur. Le 21 les FOI exécutent sommairement un membre responsable des brigades Al Aqsa, bras armé du Jihad islamique, à Jenin. Au total ce sont 40 incursions et 46 arrestations dont 7 enfants, portant leur nombre à 509 depuis le début de l'année en Cisjordanie.

Dans la bande de Gaza, le 16 février, 'Abdullah Saleh Ma'rouf, 12 ans, est blessé par balle alors qu'il récupérait des métaux à proximité de la frontière avec Israël au nord de Beit Lahiya.

Le siège de la bande de Gaza s'est poursuivi avec la même intransigeance que les semaines précédentes. Depuis le 16 février le poste de Erez - Beit Hanoun s'appelle « Erez International ». Cela durcit encore un peu plus les formalités pour les Palestiniens candidats au passage. Les 800 à 1000 femmes vivant à Jérusalem Est, mariées à des hommes de la bande de Gaza doivent présenter leur carte d'identité au ministère israélien de l'Intérieur pour obtenir les « documents de voyage » . Jérusalem Est est d'ailleurs totalement

isolé des autres localités de la Cisjordanie. Les postes de contrôle ont renforcé leur vigilance. Deux civils sont morts dans leurs ambulances à cause de contrôles interminables. Un civil a été arrêté.

Quant au mur, un demi hectare vient d'être réquisitionné au S.O. de Naplouse sur les localités de Brouqin et de Kufor Al Dick, une nouvelle section de mur devant être érigée. Leurs villageois se voient privés des terres se trouvant de l'autre côté du mur à venir. Par ailleurs 11 familles de la localité de Ethna à l'ouest de Hébron se sont vues signifier l'abandon de leurs maisons, le mur devant également passer par là.

Quant aux colonies, toujours pour cette même période du 15 au 21 février, les colons ont poursuivi leurs attaques systématiques contre de civils palestiniens et leurs propriétés au motif d'agrandir leurs colonies. Ils ont détruit 12 maisons et plusieurs fermes sous prétexte qu'elles avaient été construites sans permis. Une autre maison sur la localité de Qutna au N.O. de Jérusalem a subi le même sort pour la même raison. Deux hectares ont été saisis sur le canton de Tulkar'm et un demi hectare à Beit Ummar au nord de Hébron blessant 3 civils.

Un séminaire sur la Pauvreté organisé par le PCHR à Gaza ville

Le lundi 19 février le PCHR a réuni les représentants des Corps constitués et de la Société civile dans le centre culturel Rashad Al Shawa à Gaza ville. Objectif : déployer tous les efforts possibles pour promouvoir le droit de la population à être maîtresse de ses moyens de subsistance en particulier en matière de nourriture et de logement. Le projecteur a été dirigé sur les familles les plus pauvres. Quelques phrases relevées : « ...Toute aide internationale faite en dehors d'un développement durable est un effort inutile ... » (Jaber Wishah de la direction du PCHR). Bssam Abu

Hashish a dénoncé l'écart important entre les statistiques gouvernementales guidées par des considérations politiques et celles de la Société Civile concernant le nombre de pauvres. Yahia al Ghalban, au Ministère du plan, il est directeur du département « combat contre la pauvreté » a insisté sur le fait que la Pauvreté est en grande partie due à l'occupation qui a pour objectif d'appauvrir le Peuple palestinien. De 94 à 98 l'Autorité palestinienne n'a pas donné une priorité à ce fléau. La 2^{ème} intifada a été aussi l'insurrection des pauvres.

Une rencontre avec les femmes responsables au sein des organisations de la société civile du nord de la bande de Gaza a été organisée par le département des femmes du PCHR le 28 février dans les locaux du PCHR situé dans le camp de réfugiés de Jabalya.

10 recommandations ont été adoptées: des rencontres décentralisées avec des jeunes femmes avocates, une information plus exhaustive sur le « fond de soutien », des entretiens sur le divorce, des initiatives concrètes permettant la rencontre de petits groupes localement, des cours de formation, la participation des hommes aux échanges sur la conscientisation, les problèmes des jeunes couples...





Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

Élections 2007 - LE DROIT POUR LA PAIX

*Pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens
par la reconnaissance d'un Etat palestinien dans le respect du droit international.*

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, constituée en 1993, regroupe une quarantaine d'associations de cultures très variées. Elle s'est donnée pour objectif de sensibiliser l'opinion publique française aux droits du peuple palestinien. La Plateforme estime nécessaire de soutenir et de prolonger en France l'action de mouvements de la société civile palestinienne et de la société civile israélienne en faveur des droits des Palestiniens, de la justice et la paix ainsi que le dialogue entre eux.

La Plateforme se bat pour un accord de paix fondé sur le plein respect du droit international (résolutions des Nations Unies, IVème Convention de Genève) permettant la constitution à côté de l'Etat d'Israël d'un Etat palestinien libre et souverain avec Jérusalem comme capitale de chaque Etat. Face à l'engrenage mortel dans lequel semble engagé le conflit, la Plateforme condamne toute action, qu'il s'agisse de bombardements ou d'attentats visant délibérément les populations civiles. Elle estime qu'il n'y aura pas de paix entre les deux peuples sans solution politique. Les pays membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies et les membres de l'Union européenne ont un rôle essentiel à jouer dans le déroulement d'un tel processus. Nous attendons, en particulier de la France et de l'Union européenne, un engagement ferme et résolu pour favoriser la résolution du conflit et imposer la fin de l'occupation de la Palestine.

C'est dans cet esprit que nous proposons aux candidates et candidats à l'élection présidentielle de répondre à ce questionnaire.

Questionnaire aux candidats

1. La France étant membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, quelles mesures comptez-vous prendre pour permettre :

- La création d'un Etat palestinien, conformément à la résolution 1397 (2002) du Conseil de sécurité des Nations unies ?
- L'application des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) demandant le retrait d'Israël des territoires occupés en 1967 ?
- Le respect du statut internationalement reconnu de Jérusalem-Est comme « territoire palestinien occupé » (résolutions 465 de 1980) ?
- L'application de la résolution 194 de l'Assemblée générale (1948) qui reconnaît le droit au retour des réfugiés palestiniens, dont les modalités d'exercice seront à définir dans le cadre de futures négociations ?

2. Alors que la France a des obligations en tant que partie à la IVème Convention de Genève,

- Quelles mesures comptez-vous prendre pour contraindre l'État israélien à se conformer à l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) du 9 juillet 2004, qui rappelle que tous les Etats signataires de la IVème Convention de Genève « ont l'obligation de faire respecter par Israël le droit international humanitaire incorporé dans cette convention » (cet avis ayant été confirmé par la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 20 juillet 2004) ?
- Quelles mesures comptez-vous prendre pour contraindre l'Etat israélien à se conformer à la IVème Convention de Genève qui interdit : les colonies de peuplement dans les territoires occupés, les transferts forcés de population, la destruction des maisons, les bouclages ou toutes autres mesures de nature à entraver la liberté de circulation des travailleurs ?
- Exigerez-vous la libération des prisonniers politiques, qu'ils soient en détention administrative ou prisonniers d'opinion, et notamment des quelque 400 enfants détenus ?

3. Alors que l'Etat français a l'obligation de faire respecter le droit international par ses ressortissants, y compris les entreprises,

- Quelles mesures comptez-vous prendre afin d'empêcher la participation de deux entreprises françaises (Alstom et Véolia) à la construction et à l'exploitation d'une ligne de tramway desservant les colonies installées à Jérusalem-Est et ses alentours, qui renforce sur le terrain les mesures illégales d'annexion et de colonisation prises depuis 1967 ?

4. La France a été, en 1999, l'un des deux derniers pays à ratifier l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël. L'article 2 de cet accord stipule en effet que « les relations entre les deux parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques »,

- Êtes-vous favorable à la suspension de l'accord d'association, tant que l'Etat d'Israël continue de violer les droits de l'Homme et le droit international ?

FRANCAIS DANS LE CADRE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET QUESTIONNAIRE AUX CANDIDATS



Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

Élections 2007 - LE DROIT POUR LA PAIX

*Pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens
par la reconnaissance d'un Etat palestinien dans le respect du droit international.*

ASSOCIATIONS SIGNATAIRES MEMBRES DE LA PLATEFORME

Membres

AITEC
AFPS (Association France Palestine solidarité),
Association des villes françaises jumelées avec des camps de réfugiés palestiniens,
CCFD,
Cedetim,
CEMEA (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active),
CICUP (Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes),
Cimade,
CVPR (Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient),
EMDH (Enfants du Monde - Droits de l'Homme),
ERM (Enfants réfugiés du monde),
GREF,
Mouvement de la Paix,
MIRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples),
Palestine 33,
Pays de Loire-Gaza-Jérusalem,
Secours Catholique-Caritas France,
Terre des Hommes-France,
Tiens Voilà Encore Autre Chose !,
UJFP (Union juive française pour la Paix)

Membres observateurs

Afran-Sauril,
Amnesty International
Association Pour Jérusalem,
Collectif juéo-arabe et citoyen pour la Paix-Strasbourg,
CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement),
MIR (Mouvement international de la Réconciliation),
Rizmo,
SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement)

AVEC LE SOUTIEN DE :

Americans Against the War,
CCIPPP (Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien),
CBSP (Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens),
CGT (Confédération générale du travail)
Confédération paysanne,
Femmes en Noir,
Fédération Artisans du Monde,
GUPS (Union générale des étudiants de Palestine),
Trop c'est Trop !,
Une autre voix juive

5. Après les élections législatives palestiniennes de janvier 2006, tenues de manière démocratique, les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé des sanctions économiques contre le peuple palestinien et ses institutions. Ces mesures s'ajoutent à celles déjà prises par Israël et conduisent à la paralysie de l'Autorité palestinienne. Pour remédier à cette situation,

- Dans quelle mesure comptez-vous intervenir au sein de l'Union européenne pour que celle-ci reprenne son aide à l'Autorité palestinienne et lui permette, ainsi, d'assurer à nouveau le paiement des salaires des fonctionnaires et les services de base à la population ?
- Quelles initiatives envisagez-vous pour contraindre l'Etat d'Israël à restituer l'ensemble des taxes dues à l'Autorité palestinienne, dans le cadre des accords d'Oslo ?
- Quelles initiatives envisagez-vous pour obtenir la libération des députés et ministres arrêtés et détenus en Israël dans des conditions contraires au droit international humanitaire ?

6. Dans une logique d'escalade de la violence et de poursuite de la colonisation, la situation se dégrade chaque jour dans les Territoires palestiniens occupés : la population subit incursions et bombardements de l'armée israélienne s'ajoutant aux nombreuses restrictions à la liberté de circulation des personnes et des biens par la puissance occupante :

- Quelles mesures comptez-vous prendre pour promouvoir l'envoi d'une force multinationale de protection et d'interposition, sous mandat clair de l'ONU, déployée le long de la « frontière » de 1967, destinée à protéger les populations civiles, et dans la perspective d'une reprise des négociations.

7. L'Union européenne, premier bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne et premier partenaire économique de l'Etat d'Israël, a un rôle politique majeur à jouer au Proche-Orient. Dans cette perspective,

- Quelles initiatives envisagez-vous pour que la France engage l'Union européenne à organiser la tenue d'une conférence internationale pour une paix israélo-palestinienne, sous l'égide de l'ONU, et en vue d'un règlement global de la situation au Proche-Orient ?

8. Alors que l'évolution de la situation dans la région ouvre la voie à une extension et à une aggravation de la guerre qui pourrait prendre une dimension nucléaire,

- Êtes-vous favorable à la mise en place d'une zone dénucléarisée au Proche et Moyen-Orient (incluant l'Iran et Israël) ?
- Êtes-vous favorable à l'inspection de l'arsenal nucléaire israélien par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et à l'adhésion d'Israël au Traité de non-prolifération (TNP) ?



Evry-Palestine participera à la campagne «BIENVENUE LA PALESTINE» reconduite pendant le mois de juin 2007.

À LA LIBRAIRIE RÉSISTANCES 4 VILLA COMPOINT PARIS 17^E :
jeudi 15 mars 2007 à 19h30 : Conférence-débat sur le thème «Comment Israël confisque Jérusalem-Est» - animée par Dominique Vidal, journaliste au Monde Diplomatique.

samedi 24 mars à 17h : «Elections : Quel choix nous laisse-t-on ?» - avec Georges Labica, philosophe (professeur émérite des universités, directeur honoraire au CNRS)

samedi 31 mars à 17h : «Quelles responsabilités de nos élus face à la spoliation des Palestiniens ?» - A l'occasion de la Journée de la Terre, Alima Boumedienne-Thiery, sénatrice (Verts), interviendra sur le thème.

Congrès AFPS des groupes locaux : les **samedi 12 et dimanche 13 mai** à la Bourse du travail de ST DENIS.
 Invités le samedi après-midi : Mme Hind Khoury et H. Ballaoui, le futur ministre palestinien des affaires étrangères ou le ministre actuel de l'éducation, Raji Sourani (responsable du PCHR), Noury Peled.

9 JUIN - Dans le cadre de la campagne européenne : **NON A 40 ANS D'OCCUPATION** - manifestation politico-culturelle à PARIS.

Merci à toutes celles et ceux qui ont adhéré en 2006 à EVRY-PALESTINE, 41 personnes. En ce début d'année, pensez à renouveler votre adhésion pour 2007.

La Trésorière

Notre assemblée générale s'est tenue le 3 février 2007 : le président Edouard Devillers a rappelé la dure année 2006 qu'ont vécue les Palestiniens. Il a présenté le rapport d'activité, le rapport financier ainsi que les projets 2007 dont un voyage en Palestine en octobre. Les candidats au C.A. ont élu le bureau le 8/2/2007

- Président : Edouard Devillers
- Vice-président : Bertrand Heilbronn
- Trésoriers : Marie-Paul Devillers, Mohamed Amokrane,
- Secrétaires : Nicole Coutant, Alain Durand
- Coordination AFPS : Dominique Pallarès
- Comité régional de l'AFPS : Jean Sanchez, Heidi Toelle, Hamid Zaabab, Dominique Pallarès
- Liens avec le Sénat et la CCIPP + achat et vente d'artisanat et huile d'olive : Marie-Paul Devillers
- Liens avec le CAPJPO : Hamid Zaabab, Edouard Devillers
- Relations avec le camp : Bertrand Heilbronn
- Comité de pilotage : Edouard, Dominique, Bertrand, Martine Buffard
- Journal : Nicole Coutant, Alain Durand et Jean-Luc Fortier
- Site : Rémy Hernaez, Nicole Coutant, Jean-Luc Fortier, Alain Durand, Bertrand Heilbronn, Zoubida Lasga
- Comité de rédaction du journal et du site: Le président et Alain Durand, Jean-Luc Fortier, Nicole Coutant et Rémy Hernaez
- Rassemblement du samedi et commission samedi : Mohamed, Alain, Hamid, Jean.
- Relations extérieures, montage d'évènements : Zoubida Lasga
- Commission finances : Marie-Paul, Mohamed, Bertrand, Jérôme Bacholle
- Coordination avec la Maison du Monde : Josette Pineau

PROCHAINE RÉUNION Evry-Palestine : mercredi 7 mars 2007 à 20 h 30 à la Maison du monde

ADHEREZ A L'ASSOCIATION EVRY-PALESTINE

- Nom..... j'adhère à Evry-Palestine et à France Palestine Solidarité + abonnement à la revue bimestrielle AFPS : 65 €
- Prénom.....
- Adresse..... (tarif réduit pour les étudiants, chômeurs... : 38 €)
- Tél..... j'adhère à Evry-Palestine + abonnement au bulletin : 15 €
- e-mail abonnement des Collectivités au bulletin Evry-Palestine : 30 €

Règlement à envoyer à l'Association EVRY-PALESTINE - C/O Maison du Monde
 509 patio des terrasses - 91034 EVRY-CEDEX - Tél. 01 60 78 55 00
 Evry-Palestine a son e-mail : evrypalestine@caramail.com

site internet : <http://palestine.91.free.fr>

Permanence EVRY-PALESTINE à la Maison du Monde le mardi matin

j'attends vos articles, vos idées, vos exclusivités !

Nicole Coutant.

